

« Il faut des observateurs internationaux aux élections régionales italiennes »

Par Roberto Saviano*

(Le Monde, 27 mars 2010)

Le plus grave désespoir qui puisse s'emparer d'une société est de douter que vivre honnêtement soit encore utile. Et ce désespoir enveloppe mon pays depuis bien longtemps." Voilà ce qu'écrivait à la fin de sa vie Corrado Alvaro, écrivain de San Luca, petite commune de Calabre qui constitue avec Rosarno et Platì le triangle de la Ndrangheta.

Aujourd'hui, à l'approche des élections régionales, je n'ai pas peur de dire que l'Italie doit demander de l'aide. Je l'affirme sans craindre d'être montré du doigt.

Que ceux qui trouveraient que j'exagère sachent que mon pays est en état de siège. En Calabre, 35 des 50 conseillers régionaux ont été mis en examen ou condamnés. Et tout se passe dans la plus totale complaisance. En silence. Quel autre pays admettrait une chose pareille ?!

Ce que d'autres Etats considéreraient comme un poison constitue le pain quotidien de l'Italie : des plus petites communes jusqu'à la gestion des provinces et des régions, il n'est pas de lieu où la corruption ne soit considérée comme naturelle. L'injustice a désormais une saveur qui ne nous écœure ni n'atteint notre orgueil. Comment cela a-t-il pu arriver ? Douter qu'aucun effort soit utile et croire que voter – et par là exprimer sa propre opinion – est vain prive de force les honnêtes gens. Et ensevelit le droit ; celui qui fonde les règles civiles du vivre-ensemble, mais aussi ce droit qui le transcende : le droit au bonheur.

Le sentiment de l'"à quoi bon" décourage l'avenir, et ils sont nombreux désormais ceux qui abandonnent leur terre et quittent le Sud pour s'installer au Nord ou à l'étranger. Loin de cette honte. Je ne me résous pas à une telle Italie qui contraint ses jeunes à la quitter par honte ou manque d'espérance.

J'ai demandé à l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), à l'ONU et à l'Union européenne d'envoyer des observateurs dans les territoires les plus difficiles pour suivre le déroulement des phases ultimes de la campagne électorale. Je réclame des observateurs, des yeux objectifs capables de contrôler et de garantir la régularité du vote. Je demande un contrôle qu'on ne parvient plus à exercer ici.

L'OSCE s'est déclarée prête à intervenir mais l'accord du gouvernement est un préalable nécessaire. Jens Eschenbäcker, porte-parole du bureau pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme, dit que l'organisation internationale a envoyé ses observateurs dans de nombreux pays européens, même en Italie, la dernière fois en 2008, à l'occasion des élections législatives et sénatoriales. L'usage est d'intervenir seulement après une demande explicite du gouvernement et habituellement les observateurs ne viennent pas pour des scrutins locaux, que les Etats-nations sont censés garantir eux-mêmes. Mais chez nous, le risque réside précisément dans les élections régionales où les spécificités locales prennent le dessus. Cela dit, une intervention de l'OSCE en Europe n'aurait rien d'exceptionnel. Ce fut récemment le

cas en Allemagne et en Norvège, où on ne peut certainement pas prétendre que la démocratie soit en danger. Pour autant, il existe des situations dans lesquelles un regard extérieur peut offrir plus de garanties que celui de ceux qui, partie prenante des élections, ne disposent pas de cette liberté.

En revanche, d'ici, à l'œil nu, nous constatons les culbutes, les volte-face, les exemples éclatants de politiciens qui pourraient rendre leur dignité à la chose publique en se retirant, alors que, comme l'autorise la loi, ils restent en place. Car nous ne parvenons pas à exercer un contrôle suffisant pour contraindre la politique italienne à se regarder vraiment en face. Notre miroir n'étant bon qu'à refléter les couches les plus superficielles de la réalité.

Nous nous indignons que des politiciens accusés dans des procès en cours se recyclent pour soutenir, chaque fois, une coalition différente. Nous nous indignons que se présentent des candidats condamnés pour association mafieuse. Nous nous indignons que pèse un mandat d'arrêt sur Nicola Cosentino, le bras droit du ministre de l'économie Giulio Tremonti, et que celui-ci le maintienne pourtant à son poste. Nous nous indignons que, dans les circonscriptions réservées aux Italiens de l'étranger, des sénateurs soient élus avec les votes de la Ndrangheta, comme Nicola Di Girolamo, impliqué aussi, selon l'accusation, dans la gigantesque escroquerie de Fastweb. Enfin, nous nous indignons que la criminalité organisée jouisse d'une totale impunité pour exploiter des établissements de luxe au cœur même de notre capitale, le *Café de Paris* de la rue Vittorio Veneto à Rome en tête. C'est avec stupéfaction que nous écoutons la commission parlementaire antimafia déclarer à propos de ces dernières élections que certains politiciens inscrits sur les listes de centre gauche et celles de centre droit devraient être tenus à l'œil. Sans qu'aucune des personnes concernées n'ait jugé d'un quelconque intérêt d'user de son droit de réponse jusqu'à aujourd'hui.

Nous ne pouvons pas rester indifférents à tout cela et nous nous indignons parce que nos réflexions dépassent la question du droit. Ce sont des interrogations sur l'opportunité de voter ou pas, et le cas échéant sur la possibilité de voter pour des professionnels qui ne changent pas de bannière au gré du vent majoritaire. Se transformer, se recycler, se maintenir à son poste, ces usages de la politique italienne ne sont pas simplement une aberration. Ils sont désormais une habitude, un vice, une éventualité dont chaque électeur doit, malgré lui, tenir compte en espérant que, cette fois, cela n'arrivera pas. Une trahison qu'un haussement d'épaules suffit presque à pardonner comme celle du mari insouciant qui glisse dans les draps d'une autre femme.

Mais peut-on troquer ses attentes et ses rêves pour la légèreté et le cynisme de quelqu'un d'autre ?

Désormais, ici en Italie, on part du principe que la politique n'a plus de direction, d'idées ni de projets. Pourtant les gens continuent à attendre et à demander autre chose.

Où est donc passé l'orgueil de la mission politique ? La responsabilité de parler au nom des électeurs ? La conscience que les mots et les promesses engagent leurs auteurs ? L'intuition qu'un parti ou un groupe politique dépourvus d'une ligne précise ne signifient rien ? Pourtant c'est bien ce que la politique italienne est devenue dans la majorité des cas : rien, des pin's colorés à épingle au col d'un veston croisé. Sans plus aucune crédibilité. Des boîtes vides à remplir de mots et parfois même plus. Il arrive ainsi qu'on ne soit même plus capable de les utiliser.

Lorsque la politique devient cela, les mafias ont déjà gagné. Puisque personne ne parvient à offrir de certitudes mieux qu'elles : celle d'un travail, d'un salaire, d'un logement. Des certitudes qui se paient, bien entendu, par l'obéissance à des clans. C'est terrible, mais il s'agit d'avoir affaire à ceux qui fournissent une réponse. Ceux qui paient le salaire, ou bien l'avocat. Le temps n'est pas au moralisme, peu importe qu'il faille se salir les mains.

C'est seulement quand la politique cessera de ressembler au pouvoir mafieux – moins cruel, certes, mais aussi moins fort et solide – et d'être assimilée à des faveurs, des échanges, des achats de vote, du troc moral, qu'il sera possible d'envisager une alternative véritable et victorieuse. Même dans les pays dirigés par les mafias il est possible d'opposer une alternative. Comme tous ces commerçants qui ne se soumettent pas, et qui résistent, chaque jour.

Du reste, il faut comprendre avant tout que les mafias sont un problème international contre lequel on ne peut lutter qu'internationalement. L'Italie ne peut en venir à bout seule. Les organisations criminelles sont en train de modifier les structures politiques des pays d'une bonne moitié du monde. Aux Etats-Unis, on considère que les cartels italiens sont l'une des causes majeures de la gangrène du libre-échange mondial. Si le Mexique est à présent une narcodémocratie, notre démocratie risque quant à elle, si ce n'est pas déjà fait, de devenir une démocratie à capital camorriste et ndranghetiste.

Ici, cependant, on croit encore que la crise est exclusivement liée au travail, à un ralentissement de l'offre et de la demande. Personne n'a encore compris vraiment que sortir de la crise signifie chercher des alternatives à l'économie criminelle. La militarisation du territoire ne suffit pas. Pas plus que la confiscation des biens. Il s'agit d'endiguer la corruption, les collusions, les accords sous le manteau. Il faut mettre un frein au rançonnement de la politique, et, comme pour un cancer, en chasser les proliférations où qu'elles se développent. Si nous ne réussissons pas à garantir seuls la régularité des élections, je pense qu'il est juste de réclamer de l'aide à l'extérieur, de sorte que des observateurs puissent suivre cette campagne qui touche désormais à sa fin et qui s'est déroulée au mépris de toutes les règles, de la présentation des listes jusqu'à la façon dont s'acquièrent les votes. Accepter cette demande serait un signal très fort. Pas un hurlement de peur ou de terreur, pas une alarme, non, mais plutôt un sursaut d'orgueil, une prise de position claire en faveur de la légalité pour garantir aux citoyens que leur opinion sera écoutée. Que voter n'est pas inutile et qu'un vote ne se monnaie pas pour 50 euros, un cours de formation ou encore quelques bouteilles offertes. Que la politique n'est pas seulement un échange de faveurs, un chemin biaisé pour obtenir quelque chose qu'il serait impossible d'atteindre sans payer le pouvoir. Que rester en Italie, vivre et participer est nécessaire. Et que le bonheur n'est pas un rêve de gosse mais bien un horizon de droit.

Traduit de l'italien par Florence Boulin.

* Roberto Saviano est écrivain et journaliste italien.